



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient — Analyse

## Le Hamas dissout l'instance gouvernementale de Gaza

En annonçant la fin de l'instance qui gouverne la bande de Gaza depuis le 7-Octobre, le mouvement islamique a cherché lundi 6 juillet à casser le statu quo, espérant avancer dans l'application du plan Trump. La balle est dans le camp des États-Unis et d'Israël.

Gwenaëlle Lenoir

6 juillet 2026 à 19h47

La bande de Gaza n'a plus d'administration. Ses habitant-es ne sont plus gouverné-es, leurs besoins quotidiens administratifs ne sont plus assurés. Du moins sur le papier. En effet, le Hamas a annoncé lundi 6 juillet, lors d'une conférence de presse, dissoudre le comité d'urgence du gouvernement, instance mise en place par le mouvement après le 7-Octobre pour remplacer le gouvernement et diriger le territoire palestinien en ces temps de guerre génocidaire.

« *Le chef du comité d'urgence du gouvernement, Mohammed al-Farra, a officiellement présenté sa démission. Il a également décidé de dissoudre le comité afin de faciliter la transition administrative et gouvernementale vers le Comité national pour l'administration de Gaza (CNAG)* », a énoncé Ismaïl al-Thawabta, directeur du Bureau des médias du gouvernement.

Il se tenait droit derrière un pupitre à la peinture écaillée, dans une cour et au milieu d'un brouhaha et de va-et-vient constants de personnes semblant indifférentes. Pourtant, le mouvement abandonne le pouvoir qu'il tient dans l'enclave depuis vingt ans.

Il faut dire que cette décision n'est pas une surprise. Le mouvement islamiste met en effet en application un engagement pris depuis l'annonce du plan Trump en vingt points, en septembre 2025, qui précise au point 9 : « *Gaza sera gouverné en vertu de l'autorité transitoire*

*temporaire d'un comité palestinien technocratique et apolitique [...], sous la supervision et le contrôle d'un nouvel organe international de transition, le "Conseil de paix". »*



Ismail al-Thawabta, responsable du Bureau de presse du gouvernement du Hamas, lors d'une conférence de presse à l'hôpital Al-Aqsa de Deir al-Balah, Gaza, le 6 juillet 2026. © Photo Eyad Baba / AFP

Il était donc convenu, et par les médiateurs et par l'ONU dans la résolution 2803 du Conseil de sécurité de novembre 2025, et à la demande d'Israël, que ni le Hamas ni l'Autorité palestinienne ne gouvernent la bande de Gaza et que ce soit des Palestiniens non affiliés officiellement à une faction, des technocrates au nombre de quatorze, qui forment un organisme dirigeant transitoire, le Comité national d'administration de Gaza (CNAG).

Seulement, depuis, pas grand-chose n'a bougé. Le CNAG est toujours bloqué au Caire (Égypte) ; les forces de sécurité déployées par le Hamas dans l'enclave palestinienne, en proie à la faim, la destruction et l'instabilité, sont frappées par l'armée israélienne ; et le processus n'avance pas, malgré des négociations régulières au Caire.

### Aucune marge de manœuvre

Lors d'un entretien accordé à *Mediapart* le 8 juin, Bassem Naim, membre du bureau politique du Hamas, a rappelé que le choix du mouvement s'était d'abord porté sur un gouvernement d'union nationale, et qu'il avait émis cette proposition à plusieurs reprises : « *Au départ, nous nous*

*battions pour mettre en place un gouvernement d'union nationale, ou un gouvernement en collaboration avec Ramallah. Mais lorsque nous n'avons pas réussi à y parvenir, nous avons dit : "S'il n'y a aucune chance de former un gouvernement d'union nationale, ou un gouvernement formé par tous les Palestiniens, nous pouvons accepter un comité technocratique palestinien." Et nous en avons discuté il y a peut-être un an et demi avec les Égyptiens ; nous avons évoqué des noms, son mode de fonctionnement, etc. Bien avant l'accord. La première fois, c'était en juillet 2024. »*

Problème : le Comité national d'administration de Gaza ne jouit d'aucune marge de manœuvre, en tout cas jusqu'à présent. Ses membres sont certes respectables et consensuels aux yeux de toutes les parties. Chaque nom a été avalisé par chacun des étages de la complexe architecture inventée par Donald Trump : par les autorités israéliennes, par le Conseil de paix, par les médiateurs, par les factions palestiniennes, par l'Autorité palestinienne.

Pour autant, ils n'ont pas été autorisés à se déployer dans la bande de Gaza et n'y peuvent rien : le passage de l'Égypte vers l'enclave est contrôlé par Israël. Et de toute façon, ils n'ont aucun moyen de commencer à travailler, ni budget, ni moyen de pression pour faire entrer les biens nécessaires à un embryon de reconstruction.

« Le Hamas renvoie la balle dans le camp de l'adversaire, en disant "Nous appliquons les accords, c'est donc à vous de faire votre part du travail". »

Nicolas Dot-Pouillard, chercheur associé à l'IFPO

Les dernières négociations au Caire entre factions interpalestiniennes ont conclu, une nouvelle fois, que le Hamas ne pouvait pas désarmer sans garanties. Or de garanties, ni le Conseil de paix, ni son représentant Nickolay Mladenov, ni surtout Israël, ne veulent en donner. Et tous ces acteurs exigent, avant toute avancée

du processus, le désarmement du Hamas.

Aujourd'hui, celui-ci tente de casser le statu quo sanglant qui s'est installé, avec des frappes israéliennes meurtrières chaque jour et un processus politique bloqué, et de mettre les garants du processus imaginé par Trump devant leurs responsabilités.

« Nous appelons la communauté internationale à faire pression sur les forces d'occupation afin de permettre à la commission nationale d'entrer à Gaza », affirme le mouvement islamiste dans un communiqué, qui ajoute : « Les médiateurs et le Conseil de paix portent la responsabilité directe de la poursuite de ces massacres effroyables perpétrés contre notre peuple à Gaza, en l'absence de véritables efforts pour mettre fin au génocide que le gouvernement du criminel de guerre Nétanyahou continue de commettre sans retenue ni souci des conséquences. »

« Nous sommes dans une période de blocage de l'application du passage à la seconde phase du plan Trump. Le Hamas renvoie la balle dans le camp de l'adversaire, en disant : "Nous appliquons les accords, c'est donc à vous de faire votre part du travail" », décrypte pour Mediapart Nicolas Dot-Pouillard, chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo).

Rien ne dit que ce mouvement du Hamas brisera le blocage. « Nous affirmons que le CNAG est tout à fait prêt à assumer ses responsabilités au niveau national dès que les ressources et les moyens nécessaires seront disponibles », a affirmé le président du comité technocratique, Ali Shaath. Mais les autorités israéliennes y voient, comme c'était à prévoir, une manœuvre dilatoire. Et le Conseil de paix a répété, dans la ligne d'Israël, la priorité au désarmement des factions : « Le principe fondamental demeure une autorité, une loi et une arme », a-t-il réagi dans un communiqué.

Gwenaelle Lenoir